

EUROPE – LA DERIVE ISLAMOPHOBE

«Une civilisation qui s'avère incapable de résoudre les problèmes que suscite son fonctionnement est une civilisation décadente. Une civilisation qui choisit de fermer les yeux sur ses problèmes les plus cruciaux est une civilisation atteinte. Une civilisation qui ruse avec ses principes est une civilisation moribonde». Aimé Césaire: Discours sur le colonialisme, 1955

L'Islam dans l'Union Européenne, ce sont 12 à 13 millions de personnes sur une population totale de 377 millions d'habitants. Soit une moyenne de 4% de la population, surtout établie dans les grandes villes. Selon des estimations récentes, c'est la France avec 4,5 à 5 millions qui compte le plus grand nombre de musulmans sur son territoire, suivie de l'Allemagne avec plus de 3 millions, du Royaume-Uni avec entre 1,4 à 2 millions, des Pays-Bas avec 700.000 et de l'Italie avec 600.000. Les autres pays en dénombrent entre 370.000 pour la Belgique et 7000 en Irlande. A l'exception de la Grèce, où une minorité musulmane est établie depuis des siècles, et l'Autriche, où la communauté islamique a un statut particulier reconnu par l'état depuis le début du XX siècle, leur arrivée est le résultat de mouvements migratoires récents, inaugurés dès les années quarante et cinquante par le processus de décolonisation, ou d'une immigration suscitée par les pays occidentaux les plus prospères, afin de satisfaire la demande de main d'œuvre.

Ces dernières décennies, les guerres et leurs cortèges de réfugiés, l'immigration clandestine et le regroupement familial ont poussé d'autres musulmans, bien moins nombreux, à s'établir dans de nombreux pays européens. Désormais pourtant, ce sont surtout les deuxième et troisième générations, nées sur le territoire européen et qui ont acquis la nationalité d'un Etat membre et qu'il faut interroger si l'on s'intéresse à l'Islam en Europe.

Aujourd'hui, la France compterait un peu plus de deux mille lieux de culte musulmans, qui vont du simple garage ou local, dont sept mosquées dites "*cathédrales*", qui comportent un minaret, telles que celles de la Grande Mosquée de Paris, de Lyon, d'Evry, Nantes, Créteil ou de Marseille, actuellement en construction. En 1976, on recensait à peine 150 salles de prière musulmanes, et 900 en 1985. La construction d'environ 200 mosquées de taille diverse est en projet, et leur ouverture entraînera la fermeture de nombreuses salles de prières actuellement réparties sur le territoire français. Certes, la création de lieux de culte musulmans est en nette progression. Néanmoins ce nombre reste faible en comparaison des 45 000 églises que compte la France.

Quand à l'enseignement privé musulman, à la dernière rentrée 2009, les huit établissements français ont fait le plein. Le plus grand d'entre eux, Al-Kindi, situé à Décines, dans la région lyonnaise, a reçu plus de 1000 demandes pour 350 places, de la sixième à la Terminale, et a donc fait de nombreux déçus. Ces établissements souhaitent tous, comme le lycée Averroès de Lille avant eux, obtenir le contrat d'association avec l'Etat, après 5 ans d'exercice, pour bénéficier d'aides publiques, mais les autorités ne s'empressent pas de valider ce type de contrat d'association.

Les projets d'ouverture se multiplient ; mais les écoles musulmanes restent encore peu nombreuses en comparaison des 9000 établissements privés catholiques et des 250 établissements juifs.

Il est d'usage de rappeler que l'Islam n'est pas étranger à l'Europe et que de l'Andalousie à la conquête coloniale, les moments de rencontre et de tensions n'ont pas manqué.

Il faut pourtant insister sur le fait que l'incorporation de l'Islam en terre d'Europe constitue un phénomène social inédit en raison du contexte sécularisé et démocratique au sein duquel se construisent les minorités musulmanes européennes.

Or cette nouveauté est justement rendue imperceptible par un sentiment fallacieux de familiarité, si ce n'est de déjà vu, en raison de l'origine postcoloniale de cette migration.

L'Islam en Europe présente en effet la particularité d'être une minorité postcoloniale.

La présence des musulmans dans l'Europe occidentale est la conséquence des rapports de domination entretenus par les principaux pays européens avec l'Afrique, le Moyen-Orient ou le monde asiatique. Cette condition postcoloniale explique en partie la résistance et les hostilités engendrées par l'installation définitive de cette religion dans l'espace européen. Il existe une tendance largement dominante à appliquer à la condition de l'Islam européen, les schémas de pensée et les narrations héritées de la période coloniale. Le rapport entre l'Islam et la France est paradigmatique de cette réalisation, à l'exemple, des nombreux blocages franco-Algériens du à la guerre d'Algérie. La perception actuelle de l'Islam continue de s'enraciner dans cette relation occultée et refoulée, dans cette histoire douloureuse et pas encore digérée.

En effet, la République coloniale n'a eu de cesse de penser l'Islam comme une globalité et un marquage communautaire sous sa dépendance directe et en même temps offrait une sortie du statut religieux par l'assimilation. Si la volonté de domestication par la création d'un Islam officiel renvoie aujourd'hui à un souci d'intégration républicaine de l'Islam différent du contexte colonial, les méthodes quant à elles, s'inspirent fort de celles qui prévalaient dans l'Algérie française.

Outre la condition postcoloniale, la collusion permanente entre l'Islam, comme menace politique internationale, et des musulmans de l'intérieur considéré trop souvent comme une sorte de cinquième colonne ou de citoyens de seconde catégorie, ne facilite pas la prise en compte de la spécificité et de l'originalité de la condition religieuse et culturelle des musulmans européens, comme l'ont montré les réactions d'hostilité qui ont suivi les attentats du 11 septembre 2001.

Depuis cette date, Islam, immigration et terrorisme ont été confondus dans un amalgame qui forme une sorte de halo persistant sur le monde occidental. Il y avait les barbares et les civilisés. Aujourd'hui, l'Islam est volontairement instrumentalisé pour radicaliser certains esprits et certains électeurs.

Outre le plaquage permanent de la situation internationale sur les Musulmans de l'intérieur, la grille de lecture demeure lourdement dominée par l'état des connaissances sur l'Islam politique comme s'il s'agissait de la seule porte d'entrée dans la connaissance de l'Islam et du monde musulman.

Pour ce faire, il faut questionner les supposés essentialistes dominant dans l'appréhension de l'Islam, qui érigent d'emblée cette religion dans une opposition radicale avec l'Occident. Les exemples littéraires ou les essais s'inscrivant dans cet esprit abondent, leur production ayant été stimulée depuis les attentats du 11 septembre 2001. Ce type de littérature fonctionne sur l'exploitation, les peurs, les divisions, voire la jouissance du stéréotype et alimente un discours sur l'Islam qui traverse l'ensemble des pays européens dans ses milieux médiatiques mais aussi politiques comme le montrent par exemple les déclarations de Silvio Berlusconi peu après le 11 septembre¹, les propos d'autres hommes politiques en Allemagne ou aux Pays-Bas², les caricatures du prophète Mohamed, la votation en Suisse sur les Minarets ou encore les nombreux dérapages racistes lors du débat sur l'identité national en France.

Mais quelque soit la question de l'Islam en Europe, nous aboutissons à un seul et même constat : la religion Musulmane fait désormais partie des visages et des paysages du Vieux Continent. Plus un débat sur l'identité sans qu'elle ne soit convoquée, pas une élection où elle ne soit agitée tel un épouvantail.

En vérité, le problème fondamental, ne vient pas du fait que l'Europe a du mal à intégrer les musulmans mais plutôt qu'elle n'entend pas encore admettre la part d'Islam de son histoire propre et, partant de là, de son identité historique.

¹ Le 26 septembre 2000 dans le cadre d'une visite à Berlin, Silvio Berlusconi qualifiait la civilisation occidentale de supérieure à la civilisation Islamique et recommandait une occidentalisation du monde.

² Voir aussi le discours sur la culture allemande initiée au cours de l'année 2001 par le parti chrétien démocrate ou encore le livre écrit par Pim Fortuyn, leader nationaliste hollandais, auteur du livre « Against The Islamization of Our Culture ».

La votation suisse interdisant la construction des minarets et la persévérance des élus français dans leur volonté d'interdire le voile intégral dans les lieux publics, sur fond de débat sur l'identité nationale, sont, sans aucun doute, les données d'une campagne menée contre une catégorie de la société que l'on ne définit plus que comme des Musulmans. Les musulmans, désignés comme tels dans une acception extensive et pour une bonne part allégorique du terme, ne peuvent pas se défendre en cette qualité.

Ils s'exposeraient à jouer à chaque fois perdant. Dans l'affaire des caricatures du prophète, déjà, c'était se fourvoyer que de dénoncer le blasphème alors que l'injure visait des hommes et des femmes et participait de l'incitation à la haine raciale.

Peu nous importe donc que le port du voile intégral découle ou non d'une interprétation correcte du Coran, que le minaret remonte à l'Etat médinois ou à l'époque des Omeyyades. Qu'y aurait-il à tirer de controverses de jurisconsultes ?

Mais dans cette affaire d'identité nationale c'est autre chose qui est en jeu : le salut d'une certaine idée de la France face à un pouvoir qui, l'abaissant et l'humiliant, nous fait honte. Sans précédent depuis l'élection en 2007 de Nicolas Sarkozy, ce « *grand débat sur l'identité nationale* », montre la nature profonde du régime. Non plus seulement ses apparences et ses tactiques, mais sa régression essentielle. Car cette manœuvre détestable ne se réduit pas à l'évidente fuite en avant d'un pouvoir privé de résultat tangible et confronté à sa propre faillite financière, économique, sociale et morale. Tout en cherchant à masquer cet échec, cette exacerbation du national comme pathologie de l'identité et fantasme de la peur de l'autre, comme fixité et fermeture plutôt que comme mouvement et ouverture, dévoile ce qui est politiquement à l'œuvre derrière le personnage présidentiel.

La France, et à des degrés divers l'Europe, est animée de la volonté désormais avouée de parer à une menace imaginaire d'un Islam conquérant et qui met désormais à l'œuvre deux stratégies :

- celle que prône une tendance de gauche et qui s'appuie sur une vigilance laïque malade et celle que met en œuvre la droite sarkozienne qui appelle en renfort l'idée nationale et nationaliste, laquelle, ne l'oublions pas, tient sa genèse historique de la guerre des races et des religions et qui a conduit l'Europe à la boucherie que l'on appelle la seconde guerre mondiale.

La règle de droit est désormais réduite à un accessoire utilitaire. Pour illustrer la différence entre les deux stratégies, je dirai que le spectacle de femmes voilées dans la rue suscitera une réprobation verbalisée à gauche comme le refus de la soumission de la femme et à droite comme la preuve que la France n'est plus ce qu'elle fut. Mais le sentiment profond sera le même dans les deux camps : à travers ces femmes, tous verront se profiler la charia, l'armée des Sarrasins et le califat.

Voilà pourquoi aucune de ces deux stratégies ne s'accomplit sans qu'apparaissent des dysfonctionnements dans le droit et dans la restriction des libertés individuelles. Il faut un sursaut national, il faut refuser de cautionner une machine infernale, de division et d'exclusion.

Encore faut-il avoir l'acuité du regard et la radicalité du jugement nécessaires pour les apercevoir et qu'il ne suffit pas d'aller bêler son adhésion à l'Etat laïque et républicain sur toutes les tribunes. Je ne veux m'intéresser aux atteintes au droit qu'en tant que révélateur d'un glissement sournois vers des formes tyranniques. Et je sais que l'alibi laïc et républicain peut, autant que celui de l'identité nationale, constituer un vecteur de ce glissement.

Que l'on commence à considérer les obstacles juridiques à l'interdiction du port de la burqa dans l'espace public, cela ouvre la voie et suggère que le droit en vigueur n'aurait rien à redire d'un phénomène qui est le simple exercice d'une liberté.

Mais il présage de ce que les autorités sont décidées à modifier cette situation pour qu'il en aille désormais autrement même si des objections à l'interdiction telles que les ont formulées des juristes de renom auditionnés par la mission d'information sur « *la pratique du port du voile intégral sur le territoire national* » : les motifs préconisés ont généralement été réfutés. Un seul juriste, Guy Carcassonne, a proposé que le législateur pose pour principe « *qu'on n'a pas à se dissimuler quand on est en public* » parce que l'on doit pouvoir être identifié. En réalité, c'est par cet interstice que l'on fera sans doute passer une loi attentatoire à la liberté !

Et nous pouvons parier que, sortis de l'enceinte de l'audition, les collègues de M. Carcassonne remiseront leurs objections par révérence pour ce qui pourrait devenir une « loi de la République ».

Le droit devient ainsi utilitaire. Certains s'emparent d'un phénomène, d'un comportement ou d'une pratique, dont la légalité n'est pas contestée mais qui offense le regard et l'on suscite à son propos un débat en le popularisant à coups de sondages jusqu'à en faire une question d'appréciation et l'on interroge les politiques, ou de grands spécialistes comme les stars du cinéma et des variétés en leur posant les questions suivantes :

Etes-vous pour l'interdiction de la burqa ? Pensez-vous qu'il faille la limiter aux locaux publics ou l'étendre à la rue ?

Alors même que les aspects juridiques du phénomène sont occultés ou confinés dans une stricte confidentialité, on le présente comme anémique au regard des considérations idéologiques les plus diverses et les plus confuses. Et une fois le consensus assuré, car c'est une affaire d'opinion et non de légalité, le législateur est investi de la tâche de le matérialiser en mesure radicale et sans appel, au sein d'une Assemblée Nationale qui n'est même plus représentative de cette France nouvelle.

Cette vieille France, la France de MM. Sarkozy et Fillon n'accueille plus. Au mieux, elle recrute de manière sélective. Dans tous les cas, elle exige. Que l'on s'assimile, que l'on se soumette, que l'on se conforme, que l'on se convertisse, que l'on se noie et que l'on se perde. C'est une France de la ressemblance, de la conformité au modèle unique où la différence n'existe pas, ou l'autre, ou l'étranger n'a pas sa place.

Ce texte signifie simplement le refus de la déchéance. A ce relent de méfiance et de crispation, de faiblesse et de violence, de petitesse et de peur, il oppose une façon très française de vouloir la France qui est toute de refus et de hauteur. Car critiquer la France, c'est d'abord l'aimer. La vouloir, la réclamer, l'exiger belle, libre, unie et en mouvement.

Et ne pas supporter qu'on la critique, c'est en revanche la désertier, l'ignorer, l'oublier, la délaisser. Drapés dans l'alibi du national, les conservatismes de tous horizons, les renoncements de tout acabit voudraient une France immobile et éternelle, figée et achevée. Une France dépassée par le vent de l'histoire.

La vérité, c'est qu'ils ne l'aiment pas telle qu'elle est, nouvelle, et en mouvement perpétuel. Telle qu'elle bouge, évolue, change, se transforme et se modifie dans une fidélité frondeuse à son histoire et à ses promesses, à sa présence au monde et aux autres. La France nouvelle, pour être efficace, doit répondre à certains principes, de rassemblement, de justice, d'équilibre. Pour être efficace elle doit également se concentrer sur l'essentiel évitant le risque de la confusion, de la dispersion, de la division. Il faut arrêter les débats inutiles, qui ne font que diviser, mettre un terme aux illusions de la rupture et aux divisions stériles. Le débat sur l'identité nationale a créé l'égaré et la confusion, car l'enjeu n'est pas qui nous sommes. Quels que soient nos origines, nos confessions, nos sensibilités, nous le savons fort bien, l'enjeu c'est d'être fidèles à ce que nous sommes, à ce que nous voulons être, dans quelle direction nous souhaitons aller tous ensemble.

Nous sommes français par le cœur, par la volonté de vivre ensemble, dans un pays d'exception que nous aimons et que nous voulons faire vivre.

Certains faux débats voulus par des hommes politiques opportunistes occultent des problèmes profonds de nos sociétés européennes et permettent à ces mêmes politiques de détourner les citoyens des vrais enjeux économiques et sociaux pour lesquels ils n'ont pas de solution à apporter.

L'Europe est musulmane, autant que juive ou chrétienne.

La France est autant juive, que chrétienne ou musulmane.

Oui il faut oser l'écrire, mais si nous devons aboutir à la notion exclusive d'une France chrétienne et blanche, alors aucun débat concernant l'Islam, l'identité nationale, la burqa ou les minarets n'a pas lieu d'être.

La seule issue est qu'il nous faut trouver, tous ensemble, les raisons de ce qui nous rassemble plutôt que de ce qui nous divise, voilà l'enjeu du débat.

N.ZAMMIT Ph.D